



Contrat	Service	Type	Séquence	Révision
R3-02-04	CSP	AS	0001	0
Classement H-Q:			1401.01.08.01	

DOCUMENT D'APPEL DE PROPOSITIONS 14455225

CÔTE-NORD / ROMAINE 3
Usine à béton – Fourniture, installation
et exploitation de l'usine à béton (R3-02-04)

AVIS AUX INTÉRESSÉS À SOUMISSIONNER

Appel de propositions: 14455225

Date d'émission: 2013/10/31

Date de remise des offres:
2013/12/11 14h, heure de Montréal

Pour renseignements Téléphone

Manon Girouard 514-840-3000 poste 8100

Courriel: girouard.manon.2@hydro.qc.ca

Objet:

CÔTE-NORD/ROMAINE 3 - Usine à béton - Fourniture, installation et exploitation de l'usine à béton (R3-02-04)

AVIS IMPORTANT:

Pour renseignements techniques, communiquer à l'adresse courriel du responsable.

Garantie de soumission : 10 % (**cautionnement seulement**)

Prix du document : 50\$ (électronique)

À titre indicatif et sans engagement d'Hydro-Québec, l'ordre de grandeur est
entre 20 000 000 \$ et 40 000 000 \$.

Admissibilité: Le soumissionnaire doit avoir son principal établissement au Québec ou dans une province ou un territoire visé par un accord intergouvernemental applicable.

Exigences particulières:

Le soumissionnaire doit se conformer aux exigences des Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner - particularités. Le soumissionnaire doit détenir un ou des certificat(s) d'enregistrement valide(s) et conforme(s) à la norme internationale ISO 9001:2008 (système de gestion de la qualité).

Note importante: Dans le but d'alléger la charge financière de l'entrepreneur, Hydro-Québec a modifié la clause Paiements et réception des travaux en ajoutant un acompte de milieu de mois (voir Clauses générales - Particularités).

Seule une soumission globale est acceptable.

TRANSMISSION DE L'OFFRE:

Transmettre par télécopieur au numéro 514 289-5566, la formule de soumission au complet, signée par une personne dûment autorisée, incluant la garantie. OU Transmettre, sous pli cacheté, deux (2) exemplaires au complet de la formule de soumission, signée par une personne dûment autorisée, incluant la garantie. Seules les soumissions reçues aux adresses suivantes seront acceptées:

Transmise par Postes Canada uniquement

(service standard, express ou messagerie)

Hydro-Québec

Bureau des soumissions

Case postale 1030

Succursale Desjardins

Montréal (Québec) H5B 1C2

Transmise main en main ou par messagerie privée

(excluant tous les services de Postes Canada)

Hydro-Québec

Bureau des soumissions

2e étage, bureau 2-007

800, boul. de Maisonneuve Est

Montréal (Québec) H2L 4M8

HYDRO-QUÉBEC**TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES**

- Avis aux intéressés à soumissionner (page 1).
- Table générale des matières (page 2).
- * Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner pour contrat de travaux - Généralités (version du 31 mai 2013).
- Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner - Particularités (page 3 à 7).
- * Clauses générales pour contrat de travaux majeurs (version du 31 mai 2013).
- Clauses générales - Particularités (page 8 à 15).
- Formule de soumission (page 16 à 44).
- Clauses particulières et annexes (640 pages).
- Clauses techniques particulières (180 pages).
- Clauses techniques générales ou normalisées (159 pages).
- ** Documents contractuels (formulaires et listes).

Note : Un jeu de 6 dessins est fourni avec ce document.

Les sections de l'appel de soumissions précédées d'astérisques peuvent être consultées à même le site Internet d'Hydro-Québec à l'adresse suivante :

Si (*) = www.hydroquebec.com/soumissionnez/doc_ref.html
Si () = www.hydroquebec.com/soumissionnez/contrats.html**

Une copie de ces sections peut également être obtenue, sur demande, au bureau de vente situé au :

Hydro-Québec, direction - Acquisition
800, boul. de Maisonneuve Est
2e étage, bureau 2007
Montréal (Québec)
Canada, H2L 4M8

Téléphone :
Montréal et les environs : 514 840-4903
Extérieur : 1 800 324-1759

Les sections précédées d'un astérisque font partie intégrante du document d'appel de soumissions et ce, qu'elles aient été obtenues par le site Internet d'Hydro-Québec ou du bureau de vente de cette dernière.

RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS AUX INTÉRESSÉS À SOUMISSIONNER - PARTICULARITÉS

Dans le cadre du présent appel de soumissions, les clauses suivantes remplacent les clauses correspondantes ou s'ajoutent au cahier Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner - Généralités disponible sur le site Internet d'Hydro-Québec.

4. ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC (ARQ) : CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ DES SOUMISSIONNAIRES

LES DISPOSITIONS DE LA PRÉSENTE CLAUSE NE S'APPLIQUENT PAS :

1) LORSQUE LE MONTANT TOTAL D'UNE SOUMISSION, COMPLÈTE OU PARTIELLE, EST INFÉRIEUR À 25 000 \$

ou

2) LORSQUE LE CONTRAT À INTERVENIR REQUIERT UNE AUTORISATION PRÉALABLE à l'obtention d'un contrat public délivrée par l'Autorité des marchés financiers en vertu du chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1).

4.1 DÉFINITIONS

Attestation de Revenu Québec (ARQ) : document qui confirme qu'une entreprise a produit les déclarations exigées en vertu des lois fiscales et qu'elle n'a pas de compte en souffrance à l'égard du ministre du Revenu du Québec. Si elle a un compte en souffrance, le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu ou elle a conclu une entente de paiement qu'elle respecte.

Établissement : aux fins de l'application de la présente clause et nonobstant toute autre disposition contenue au présent document, un " Établissement " a le sens qui lui est donné dans le règlement portant sur les *Contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes visés à l'article 7 de la Loi sur les contrats des organismes publics* à savoir, un lieu où un soumissionnaire exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

4.2 DÉTENTION DE L'ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC (ARQ)

Tout soumissionnaire ayant un établissement au Québec doit transmettre à Hydro-Québec, avec sa soumission, une attestation délivrée par l'Agence du revenu du Québec, intitulée " Attestation de Revenu Québec ". Cette attestation ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date et heure limites fixées pour la réception des soumissions ni après ces date et heure.

Lorsqu'une soumission est déposée par une coentreprise non juridiquement organisée, chaque entité composant la coentreprise doit fournir une "Attestation de Revenu Québec".

Un soumissionnaire qui transmet une " Attestation de Revenu Québec " contenant des renseignements faux ou inexacts, qui produit pour lui-même l'attestation d'un tiers ou qui déclare faussement qu'il ne détient pas d'attestation requise, commet une infraction.

De plus, commet une infraction quiconque aide une personne, par un acte ou une omission, à contrevenir aux dispositions des paragraphes précédents ou, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, l'amène à y contrevenir.

4.3 ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Tout soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau, doit remplir et signer le formulaire " Absence d'établissement au Québec " et le présenter avec sa soumission.

4.4 CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE POUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

L'attributaire qui conclut avec un sous-traitant un contrat de sous-traitance pour des travaux de construction d'une valeur égale ou supérieure à 25 000 \$ doit obtenir une copie de l'Attestation de Revenu Québec du sous-traitant et s'assurer qu'elle est valide.

5. SOUMISSION PRÉSENTÉE PAR UNE COENTREPRISE

(parfois désignée comme étant un consortium, les deux termes ayant aux fins du présent document la même signification)

5.1 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

Lorsque deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, sociétés ou entreprises décident de s'associer pour soumissionner, chacune d'elle doit répondre aux conditions d'admissibilité énoncées au présent document et à l'Avis aux intéressés à soumissionner. Une copie certifiée conforme du contrat intervenu entre les associés d'une coentreprise (consortium) doit être fournie sur demande d'Hydro-Québec.

5.2 NORME ISO

Lorsque l'Avis mentionne que le document d'appel de soumissions exige l'enregistrement à la norme d'assurance de la qualité ISO 9001:2008, chacune d'elle doit être dûment enregistrée à celle-ci. Toutefois, si l'un des associés est spécifiquement désigné dans la soumission comme fournissant uniquement un apport financier, cette exigence n'est pas requise pour cet associé.

5.3 SOUMISSION UNIQUE

Tout soumissionnaire n'est admis à déposer qu'une seule soumission, soit seul ou en coentreprise. Ainsi, lorsqu'une soumission est déposée par une coentreprise, aucun des associés de la coentreprise ou de ses filiales n'est admis à présenter une soumission individuellement. En cas de non-respect de cette règle, la soumission de la coentreprise, ainsi que celle de chacun des associés ou de leurs filiales seront rejetées.

5.4 OBTENTION DU DOCUMENT D'APPEL DE SOUMISSIONS

La coentreprise, ou au moins un des associés de cette coentreprise, doit obtenir en son nom le document d'appel de soumissions, directement de l'unité Acquisition d'Hydro-Québec. Toutefois, les garanties de soumission, d'exécution de contrat, et de paiement de la main-d'oeuvre, des matériaux et des services, lorsqu'elles sont exigées, de même que les assurances doivent être fournies et doivent nommément désigner chacun des associés constituant la coentreprise.

5.5 LICENCE D'ENTREPRENEUR

Une coentreprise doit détenir en son nom une licence délivrée par la Régie du bâtiment (RBQ). Toutefois, la coentreprise qui désire bénéficier de l'exemption prévue au Règlement d'application de la *Loi sur le bâtiment*, (L.R.Q. c. B-1.1, r.0.01, art. 3.2.5) doit remplir la déclaration assermentée à cet effet selon le formulaire disponible sur le site Internet d'Hydro-Québec, et la joindre à la formule de soumission avec une copie de la licence d'entrepreneur de chaque associé de la coentreprise.

5.6 RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE

La responsabilité des associés de la coentreprise soumissionnaire est solidaire.

5.7 APPLICATION DU CHAPITRE V.2 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (L.R.Q., C. C-65.1)

Lorsque le contrat à intervenir requiert une autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public délivrée par l'Autorité des marchés financiers en vertu du chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) chaque associé composant une coentreprise (consortium) doit être ainsi autorisé au plus tard, le 15^e jour suivant la date fixée pour la réception des soumissions, ainsi qu'à la date d'attribution le cas échéant.

6. LOI SUR LE BÂTIMENT, LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS ET LOI ÉLECTORALE

Le soumissionnaire doit détenir une licence d'entrepreneur délivrée par la Régie du bâtiment du Québec.

6.1 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ -EXCLUANT L'APPLICATION DU CHAPITRE V.2 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (L.R.Q., C. C-65.1)

Si en tout temps avant l'attribution du contrat, la licence d'entrepreneur du soumissionnaire fait l'objet d'une restriction, suspension ou annulation en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (L.R.Q., c. B-1.1), ou si le soumissionnaire est visé par une interdiction d'exécuter un contrat avec Hydro-Québec, en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3), la soumission de ce soumissionnaire sera rejetée.

Si l'une ou plusieurs des éventualités décrites à la présente clause surviennent après que ce soumissionnaire ait été déclaré attributaire mais avant que la garantie d'exécution n'ait été fournie, l'attributaire est réputé avoir refusé d'exécuter le contrat.

6.2 APPLICATION DU CHAPITRE V.2 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (L.R.Q., C. C-65.1)

6.2.1 AUTORISATION REQUISE

Lorsque le contrat à intervenir requiert une autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public délivrée par l'Autorité des marchés financiers en vertu du chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) le soumissionnaire doit être ainsi autorisé au plus tard, le 15^e jour suivant la date fixée pour la réception des soumissions, ainsi qu'à la date d'attribution le cas échéant.

Toutefois, Hydro-Québec n'est aucunement tenue d'attribuer le contrat à un soumissionnaire autorisé, dans la mesure où elle demande, à son entière discrétion et sans aucune obligation et responsabilité de sa part, et qu'elle obtient, la permission de conclure le contrat avec un soumissionnaire non-autorisé, conformément aux dispositions applicables du chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1).

Si l'autorisation requise par l'Autorité des marchés financiers en vertu du chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) est révoquée après que ce soumissionnaire ait été déclaré attributaire mais avant que la garantie d'exécution n'ait été fournie, l'attributaire est réputé avoir refusé d'exécuter le contrat.

6.2.2 CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE POUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE SERVICES

L'attributaire doit s'assurer du respect des dispositions contenues au chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) et ce pour tous les contrats assujettis et pendant toute la durée du sous-contrat visé.

6.3. RESPONSABILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE

Pendant la période d'appel de soumissions, et en tout temps par la suite, le soumissionnaire est responsable des dommages causés à Hydro-Québec résultant de toute restriction, suspension ou annulation de sa licence d'entrepreneur ou de celle de ses sous-traitants, en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (L.R.Q., c. B-1.1), ou de toute inadmissibilité ou interdiction ou perte de l'autorisation pour ce soumissionnaire ou ses sous-traitants d'exécuter un contrat ou de poursuivre l'exécution d'un contrat avec Hydro-Québec, en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

28. ATTRIBUTION DU CONTRAT - NÉGOCIATION

Pour l'attribution du contrat, Hydro-Québec s'assure de la conformité de la soumission et tient compte de la compétence et de l'expérience du soumissionnaire et de sa capacité démontrée de respecter les exigences du contrat en matière de qualité, de santé-sécurité, de protection de l'environnement et de délais d'exécution.

Hydro-Québec se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires les plus susceptibles de satisfaire à ses exigences, dans la mesure où la soumission déposée initialement est conforme aux exigences de l'appel de propositions. Les négociations peuvent porter sur les aspects techniques, économiques, commerciaux ou juridiques, ou sur tout autres aspect jugé nécessaire.

Hydro-Québec attribue le contrat sur la base de l'offre la plus avantageuse.

Dans le présent document, veuillez remplacer l'appellation "Appel de soumissions" par Appel de propositions"

30. ASSURANCES SOUSCRITES

A. Assurance devant être souscrite par l'attributaire

Nonobstant ce qui est indiqué à l'article "Assurances" des "Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner - Généralités", dans le cadre du présent contrat l'attributaire n'a pas à fournir d'attestation d'assurance responsabilité civile. L'attributaire doit cependant assurer contre tous les risques de pertes ou de dommages directs, le matériel de tout genre, l'outillage de construction, les véhicules moteurs et les valeurs dépréciées des installations (y compris leur contenu) lui appartenant ou qu'il loue pour l'exécution des travaux. L'attributaire renonce à tout recours contre Hydro-Québec pour toute perte ou dommage à ses biens. Sur demande, il fournit une copie de cette police d'assurance à Hydro-Québec. Cette police d'assurance devra être émise par une compagnie canadienne et demeurer en vigueur pour la durée du contrat.

B. Assurances souscrites par Hydro-Québec

Hydro-Québec a souscrit à ses frais les assurances suivantes :

B.1 Responsabilité civile générale :

Une assurance responsabilité civile générale qui protège l'attributaire et ses sous-traitants selon les termes, conditions et limites décrits dans la police dont un exemplaire sera disponible, sur demande écrite de l'attributaire, après l'attribution du contrat.

B.2 Assurance tous risques de chantier :

Une assurance tous risques de chantier garantissant les biens en voie de construction, laquelle protège l'attributaire et ses sous-traitants selon les termes, conditions et limites décrits dans la police dont un exemplaire sera disponible, sur demande écrite de l'attributaire, après l'attribution du contrat. Hydro-Québec peut, si elle le juge à propos, assumer les risques couverts par cette police d'assurance.

Nonobstant le montant des franchises stipulées dans les polices d'assurance mentionnées en B.1 et B.2 ci-dessus, pour chaque perte ou dommage assuré par l'une ou l'autre de ces polices ou qui le serait n'eut été des franchises, l'attributaire ne sera responsable que des premiers VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000\$). Hydro-Québec assume l'excédent de cette somme jusqu'à concurrence du montant des franchises.

Sans limiter aucunement les obligations, devoirs et responsabilités de l'attributaire tels que spécifiés dans le document d'appel de soumissions, il ne sera pas nécessaire qu'il s'assure pour les risques garantis par ces polices. Aucuns frais pour ces assurances ne devront être inclus dans la soumission.

Pour obtenir l'exemplaire des polices d'assurance, l'attributaire doit s'adresser par écrit à:

HYDRO-QUÉBEC
Trésorerie, Risques et assurances
75, boul. René-Lévesque Ouest
6e étage
Montréal (Québec) H2Z 1A4
Téléphone: 514 289-3624 ou 514 289-3651
Télécopieur: 514 289-5143

ASSURANCE QUALITÉ

À la date d'ouverture des soumissions, le soumissionnaire doit obligatoirement détenir un ou des certificat(s) d'enregistrement valide(s) et conforme(s) à la norme internationale ISO 9001:2008 (système de gestion de la qualité), émis par un registraire dûment accrédité et dont la portée couvre l'ensemble des activités du contrat, ou détenir l'attestation du registraire confirmant l'enregistrement.

Le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission, l'organigramme du personnel affecté au chantier. Cet organigramme devra faire ressortir la responsabilité des principaux intervenants du projet et plus spécifiquement ceux reliés au volet de l'assurance et au contrôle de la qualité en chantier.

CLAUSES GÉNÉRALES - PARTICULARITÉS

Dans le cadre du présent appel de soumissions, les clauses suivantes remplacent les clauses correspondantes ou s'ajoutent au cahier Clauses générales pour contrat de travaux majeurs (version du 31 mai 2013) disponible sur le site Internet d'Hydro-Québec.

4. MAÎTRISE DES TRAVAUX

4.1 PORTÉE DU CONTRAT

L'entrepreneur doit assurer la réalisation du contrat. D'une façon plus précise, mais non exhaustive, il est responsable de :

- l'étude et la mise en oeuvre des méthodes d'exécution ;
- l'étude et l'établissement des installations et ouvrages provisoires ;
- l'approvisionnement du matériel et matériaux de toute nature.

nécessaires à la réalisation du contrat, à l'exception de ce qui est expressément exclu aux clauses particulières.

4.2 SOUS-TRAITANCE

4.2.1 Choix des sous-traitants

L'entrepreneur s'engage à assujettir tout contrat de sous-traitance aux dispositions du présent contrat. Toutefois, les sous-traitants ne sont pas tenus de détenir un certificat d'enregistrement à la norme ISO-9001:2008, à moins d'indication contraire ailleurs dans le présent contrat.

L'entrepreneur choisit comme sous-traitants des personnes ayant leur principal établissement au Québec et, le cas échéant, un établissement dans la région administrative du Québec indiquée à l'Avis aux intéressés à soumissionner, à moins qu'il puisse démontrer à Hydro-Québec qu'il n'existe pas de sous-traitants répondant à ces critères dans la spécialité visée, ou qu'il ne peut obtenir de prix raisonnables de tels sous-traitants.

L'entrepreneur choisit des sous-traitants qui détiennent une licence émise en vertu de la *Loi sur le bâtiment*, (L.R.Q., c. B-1.1), et qui, s'ils entendent agir à titre d'employeurs au sens de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction*, (L.R.Q., c. R-20), sont inscrits auprès de la Commission de la construction du Québec. L'entrepreneur en donne la preuve au représentant d'Hydro-Québec, avant l'attribution des contrats à ces sous-traitants.

L'entrepreneur doit sans délai informer Hydro-Québec par écrit de tout changement réel ou annoncé affectant la capacité d'exécuter les travaux de l'un ou plusieurs de ses sous-traitants, conformément aux lois et règlements applicables.

L'entrepreneur remplace tout sous-traitant proposé qui ne répond pas aux exigences décrites ci-dessus. Cette substitution s'effectue sans modification du prix contractuel ou des délais d'exécution établis aux clauses particulières

4.2.2 Loi sur les contrats des organismes publics - Contrat de sous-traitance pour travaux de construction

Lorsque l'Attestation de Revenu Québec (ARQ) est requise :

En vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, (L.R.Q., c. C-65.1), un sous-traitant qui conclut avec l'entrepreneur attributaire un contrat de travaux de construction d'une valeur égale ou supérieure à 25 000 \$ doit détenir une Attestation de Revenu Québec (ARQ) lorsque ce sous-contrat se rattache directement au présent contrat de l'entrepreneur.

L'entrepreneur qui conclut un tel sous-contrat doit obtenir une copie de l'attestation du sous-traitant et s'assurer qu'elle est valide. L'attestation du sous-traitant ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions relative au présent appel de soumissions ni après la date et l'heure de conclusion du sous-contrat.

Un sous-traitant qui transmet une Attestation de Revenu Québec contenant des renseignements faux ou inexacts, qui produit pour lui-même l'attestation d'un tiers ou qui déclare faussement qu'il ne détient pas d'attestation requise, commet une infraction.

De plus, commet une infraction quiconque aide une personne, par un acte ou une omission, à contrevenir aux dispositions des paragraphes précédents ou, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, l'amène à y contrevenir.

Lorsque le chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) est applicable :

L'entrepreneur doit s'assurer du respect des dispositions contenues au chapitre V.2 de cette Loi et ce, pour tous les sous-contrats assujettis et pendant toute la durée du sous-contrat visé.

4.2.3 Liste des sous-traitants choisis

L'entrepreneur doit également, avant le début des travaux transmettre au représentant d'Hydro-Québec par écrit, une liste indiquant pour chaque sous-contrat qu'il a conclu, les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du sous-traitant;
- le montant et la date du sous-contrat.

De plus, lorsqu'un entrepreneur a conclu un contrat de travaux de construction d'une valeur égale ou supérieure à 25 000 \$, il doit ajouter l'information suivante :

- le numéro ainsi que la date de délivrance de l'Attestation de Revenu Québec (ARQ) détenue par le sous-traitant.

L'entrepreneur qui, après le début des travaux contracte avec un sous-traitant dans la cadre de l'exécution du présent contrat doit en aviser le représentant d'Hydro-Québec en lui produisant une liste modifiée avant que ne débutent les travaux confiés à ce sous-traitant.

Hydro-Québec ne verse aucun acompte sur le paiement du prix contractuel tant qu'elle n'a pas reçu la liste des sous-traitants accompagnée de la preuve, lorsqu'un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre, des matériaux et des services est fourni, qu'une copie de ce cautionnement leur a été transmise. Le présent alinéa s'applique à l'égard de tout ajout ou modification apportée à la liste pendant l'exécution du contrat.

4.2.4 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur est responsable des dommages causés à Hydro-Québec résultant de toute restriction, suspension ou annulation de la licence d'entrepreneur de l'un ou plusieurs de ses sous-traitants, en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (L.R.Q., c. B-1.1), ou par toute inadmissibilité ou interdiction pour ce ou ces sous-traitant(s) d'exécuter ou de poursuivre l'exécution d'un sous-contrat ou pour perte de l'autorisation par ce ou ces sous-traitant(s) en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

5. LOIS ET RÈGLEMENTS

5.1 LOIS, RÈGLEMENTS, LICENCES ET PERMIS

L'entrepreneur doit se conformer à toutes les lois, décrets et règlements des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, applicables au contrat.

L'entrepreneur doit obtenir, à ses frais, tous les permis, certificats, licences et autorisations et payer tous les droits exigés par la loi pour l'exécution du contrat.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, lorsque l'entrepreneur est visé par i) une restriction, suspension ou annulation de la licence d'entrepreneur délivrée par la Régie du bâtiment ou ii) par toute inadmissibilité ou interdiction d'exécuter ou de poursuivre l'exécution du contrat en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3), l'entrepreneur est alors réputé être en défaut au sens du contrat, sans qu'aucun avis de défaut ne soit requis et il est responsable envers Hydro-Québec pour l'ensemble des dommages qui en découlent. Dans les cas prévus au chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, (L.R.Q., c. C-65.1), le défaut est constaté selon les modalités qui y sont prévues.

L'entrepreneur est responsable des dommages causés à Hydro-Québec résultant de toute restriction, suspension ou annulation de la licence d'entrepreneur en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (L.R.Q., c. B-1.1), ou par toute inadmissibilité ou interdiction d'exécuter ou de poursuivre l'exécution du contrat en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

L'entrepreneur doit sans délai informer Hydro-Québec par écrit de tout changement réel ou annoncé affectant sa capacité d'exécuter les travaux, conformément aux lois et règlements applicables.

5.2 RÈGLEMENTS D'HYDRO-QUÉBEC

L'entrepreneur a l'obligation d'organiser et de maintenir l'ordre au chantier et il doit observer toutes les lois et tous les règlements applicables lors de l'exécution du contrat.

L'entrepreneur doit aussi observer tous les règlements et directives qu'Hydro-Québec peut établir pour assurer l'ordre et la bonne administration du chantier et qu'elle a portés à sa connaissance. L'entrepreneur s'engage à se tenir parfaitement informé, à respecter et à faire respecter par toute personne sous sa juridiction, tous les règlements et directives qu'Hydro-Québec peut établir de temps à autre pour assurer l'accès au chantier, l'hygiène, la santé, l'administration des premiers soins, la sécurité, la prévention des accidents, la protection contre le feu et la protection de l'environnement.

Hydro-Québec peut exiger le remplacement ou l'expulsion, ou procéder elle-même à l'expulsion de toute personne sous la juridiction de l'entrepreneur qui enfreint tout règlement ou directive d'Hydro-Québec ou fait preuve d'incapacité, d'incompétence, d'improbité ou d'indiscipline.

5.3 DROITS DE BREVETS

L'entrepreneur doit obtenir à ses frais toutes les autorisations nécessaires à l'utilisation de tout matériel, matériau et procédé breveté ou sujet à brevet ou licence, relativement à l'exécution des travaux ainsi qu'à l'entretien et la réparation des ouvrages faisant l'objet du contrat.

5.4 SÉCURISATION DES ACTIFS ET VÉRIFICATION DE LA FIABILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES

L'entrepreneur qui doit accéder aux actifs d'Hydro-Québec dans le cadre de l'exécution du contrat s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, représentants et sous-traitants toutes les consignes de sécurité d'Hydro-Québec qui ont été portées à sa connaissance.

Pour les fins de la présente disposition, un actif est un ensemble des biens appartenant à Hydro-Québec ou dont

Hydro-Québec a la garde et l'usage, qu'ils soient corporels tels que les installations, les bâtiments, les chantiers, le matériel roulant, les équipements et les outils, etc. ou qu'ils soient incorporels tels que les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce et les informations.

À cet effet, sur demande d'Hydro-Québec, une vérification relative à la fiabilité et à l'intégrité des personnes peut être exigée en tout temps de tout employé, représentant ou sous-traitant de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Hydro-Québec peut, à sa seule discrétion, exiger le remplacement de tout employé, représentant ou sous-traitant de l'entrepreneur ne remplissant pas les critères de vérification.

Dans ce cas, l'entrepreneur est seul responsable des frais, débours, délais et autres conséquences résultant d'un tel remplacement.

L'entrepreneur doit aviser dans les plus brefs délais le représentant d'Hydro-Québec de tout incident, non-conformité ou autre situation affectant la sécurité survenant dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution des obligations découlant du présent contrat.

Dans le cas où l'entrepreneur fait défaut de respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection des actifs, Hydro-Québec se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues aux clauses particulières, le cas échéant.

14. PAIEMENTS ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

14.1 PAIEMENT DU PRIX CONTRACTUEL

Le paiement du prix contractuel n'est exigible qu'à compter du moment où :

- l'entrepreneur a rempli toutes ses obligations contractuelles ; et
- Hydro-Québec a prononcé la réception définitive des travaux.

Toutefois, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, Hydro-Québec verse à l'entrepreneur des acomptes sur le paiement du prix contractuel, conformément aux modalités prévues à l'alinéa DÉCOMPTES PÉRIODIQUES.

14.2 PAIEMENT

14.2.1 DÉCOMPTES PÉRIODIQUES

Au plus tard le cinquième (5e) jour de chaque mois ou à toute autre date fixée par le représentant d'Hydro-Québec, l'entrepreneur doit établir, dans la forme prescrite par Hydro-Québec, un décompte périodique sur l'état d'avancement des travaux indiquant la quantité et la valeur des travaux exécutés depuis le dernier décompte périodique, y compris les corrections aux décomptes antérieurs.

L'entrepreneur doit joindre à chaque décompte les pièces et documents attestant de la conformité des travaux exécutés.

Lorsque le représentant d'Hydro-Québec veut s'assurer qu'une dette de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant a été payée, il peut exiger que l'entrepreneur présente avec chaque décompte une quittance dans la forme prescrite par Hydro-Québec, établissant que la dette en question a été payée. À défaut de recevoir une telle quittance, Hydro-Québec pourra effectuer des retenues spéciales, conformément aux dispositions de l'alinéa RETENUES SPÉCIALES.

S'il est conforme, Hydro-Québec acquitte le décompte périodique trente (30) jours après sa réception, déduction faite de la retenue de garantie, des retenues spéciales, et de toute somme que l'entrepreneur peut lui devoir.

Hydro-Québec se réserve le droit de corriger ou rectifier tout décompte périodique.

Tout décompte périodique est sujet à correction ou rajustement lors de l'établissement des décomptes subséquents.

14.2.2 ACOMPTE DU MILIEU DU MOIS

L'entrepreneur a droit à un acompte d'une valeur égale à cinquante pour cent (50 %) du montant prévu pour le mois courant au tableau " Échéancier des acomptes " de la formule de soumission. La demande d'acompte du milieu du mois doit être produite en utilisant le même formulaire que celui utilisé pour les décomptes périodiques. Cet acompte doit être demandé le samedi du milieu du mois (treize (13) jours avant le dernier vendredi du mois). Aucune pièce justificative n'est requise avec la demande d'acompte du milieu du mois. Cet acompte est déduit lors du décompte périodique du mois courant.

Advenant le cas où l'acompte du milieu du mois versé est supérieur à la valeur totale du décompte périodique, la valeur excédentaire est récupérée à même l'acompte du milieu du mois suivant. Le versement des acomptes du milieu du mois cesse lorsque la somme des décomptes périodiques atteint quatre-vingts pour cent (80%) de la valeur attribuée du contrat.

Si Hydro-Québec considère que les travaux n'avancent pas au rythme prévu, Hydro-Québec se réserve le droit de suspendre les acomptes du milieu du mois.

L'acompte du milieu du mois n'est pas soumis à l'application de la retenue de garantie, elle est reportée au décompte du mois courant.

14.3 RETENUE DE GARANTIE

Pour garantir l'exécution des obligations de l'entrepreneur, Hydro-Québec effectue une retenue de dix pour cent (10 %) sur chaque acompte du prix contractuel qu'Hydro-Québec verse à l'entrepreneur. Lorsque le montant cumulatif des acomptes excède un million de dollars (1 000 000 \$), cette retenue est réduite à cinq pour cent (5 %) sur tout excédent d'un million de dollars (1 000 000 \$). Lorsque le montant cumulatif des acomptes excède dix millions de dollars (10 000 000 \$), cette retenue est réduite à deux pour cent et demi (2,5 %) sur tout excédent de dix millions de dollars (10 000 000 \$).

Par ailleurs, pour les contrats ayant pour objet l'exécution de travaux sur demande, à tarifs horaires ou à prix unitaires, Hydro-Québec effectue une retenue de deux et demi pour cent (2,5 %) sur chaque acompte du prix contractuel qu'Hydro-Québec verse à l'entrepreneur.

Hydro-Québec effectue cette retenue sur chaque décompte périodique ou sur le décompte définitif.

La retenue de garantie ne s'applique pas sur la taxe sur les produits et services (TPS) ni sur la taxe de vente du Québec (TVQ) qu'Hydro-Québec verse à l'entrepreneur. En conséquence, l'entrepreneur s'engage à verser intégralement aux autorités gouvernementales le montant total des taxes, sans effet de retenue.

Sauf si cela est expressément prévu à l'avenant, aucune retenue de garantie n'est appliquée à la valeur des avenants.

14.4 RETENUES SPÉCIALES

Les retenues s'ajoutent à celle prévue à l'alinéa RETENUE DE GARANTIE. Hydro-Québec effectue ces retenues sur chaque décompte périodique ou sur le décompte définitif.

Hydro-Québec rembourse les retenues spéciales à l'entrepreneur sur présentation d'une quittance, dans la forme prescrite par Hydro-Québec, de la part des personnes en faveur desquelles elle a fait une retenue spéciale.

14.5 REMPLACEMENT DES RETENUES

14.5.1 Retenue de garantie

Sur demande, Hydro-Québec peut autoriser l'entrepreneur à substituer à la retenue de garantie une lettre de crédit irrévocable et inconditionnelle en sa faveur, d'une durée minimale d'un an et renouvelable sur demande, qui doit être conforme au modèle inclus à l'appel de soumissions et émise par une banque à charte du Canada (Annexe I ou II de la Loi sur les banques), une caisse populaire ou la Caisse centrale Desjardins.

Sous réserve des dispositions du dernier paragraphe, en aucun cas la substitution de la retenue de garantie ne peut avoir lieu avant la réception provisoire des travaux ou, à défaut, avant la réception définitive.

Si le contrat prévoit qu'Hydro-Québec prononce plusieurs réceptions provisoires, la substitution ne peut avoir lieu qu'après la dernière.

Cependant, lorsque la valeur du prix contractuel à l'attribution est supérieure à dix millions de dollars (10 000 000 \$), la substitution de la retenue de garantie ne peut avoir lieu avant que soixante pour cent (60 %) du prix contractuel n'ait été versé à l'entrepreneur sous forme d'acomptes.

Sur autorisation d'Hydro-Québec, l'entrepreneur peut alors substituer à la retenue de garantie une lettre de crédit irrévocable et inconditionnelle d'un montant équivalent à la valeur totale de la retenue de garantie prévue au contrat.

14.5.2 Retenues prévues à l'article 2111 du Code civil du Québec

La seule sûreté qu'Hydro-Québec accepte dans le cadre de l'application de l'article 2111 du Code civil du Québec est une lettre de crédit irrévocable et inconditionnelle en sa faveur, d'une durée minimale d'un an et renouvelable sur demande, qui doit être conforme au modèle inclus à l'appel de soumissions et émise par une banque à charte du Canada (Annexe I ou II de la Loi sur les banques), une caisse populaire ou la Caisse centrale Desjardins.

En aucun cas la substitution de la garantie prévue à l'article 2111 du Code civil du Québec n'aura lieu avant la réception provisoire des travaux ou, à défaut, avant la réception définitive.

Si le contrat prévoit qu'Hydro-Québec prononce plusieurs réceptions provisoires, la substitution ne peut avoir lieu qu'après la dernière.

14.6 RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

Lorsque l'entrepreneur juge :

- qu'il a achevé l'exécution des travaux ; et
- que tous les essais, épreuves et vérifications demandés au contrat ou prescrits par les lois et règlements en vigueur ont été effectués à la satisfaction d'Hydro-Québec ; et
- qu'il a satisfait à toutes les exigences du contrat,

il peut demander par écrit au représentant d'Hydro-Québec de prononcer la réception provisoire des travaux.

Avec cette demande, l'entrepreneur remet à Hydro-Québec les enregistrements qualité spécifiés au contrat ou les documents techniques stipulés au contrat.

Dans les quinze (15) jours suivant la réception de cette demande, Hydro-Québec inspecte les travaux. Si les conditions requises sont remplies, elle prononce la réception provisoire des travaux et en avise l'entrepreneur par écrit.

Hydro-Québec ne prononce la réception provisoire des travaux qu'à l'achèvement complet de ceux-ci, suivant les termes et conditions du contrat. Toutefois, Hydro-Québec peut choisir de prononcer une réception provisoire même s'il existe certains travaux mineurs dont l'achèvement ou la correction n'est pas, à son avis, immédiatement indispensable.

Dans un tel cas, l'avis de réception provisoire énumère les travaux restant à effectuer ou à corriger, et le délai pour ce faire. Ce délai ne constitue pas une prolongation d'un délai contractuel.

Lorsque le contrat prévoit l'achèvement de certaines parties des travaux à des dates différentes, Hydro-Québec peut prononcer une réception provisoire pour chacune des parties des travaux lorsqu'elle juge que les conditions requises pour ce faire sont remplies.

14.7 RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX

Hydro-Québec prononce la réception définitive des travaux lorsque tous les termes et conditions du contrat sont remplis, et plus particulièrement :

- lorsqu'il a achevé l'exécution des travaux ;
- lorsqu'il a achevé l'exécution de toutes les corrections, refections, réparations ou reprises demandées par Hydro-Québec.

Quand l'entrepreneur considère que toutes ces conditions sont remplies, il demande alors par écrit à Hydro-Québec d'en prononcer la réception définitive de façon à permettre le respect des délais contractuels. Dans les quinze (15) jours suivant la réception de cette demande, Hydro-Québec inspecte les travaux. Si les conditions requises sont remplies, elle en prononce la réception définitive et en avise l'entrepreneur par écrit.

Dans le cas contraire, elle indique par écrit à l'entrepreneur les travaux ou corrections à effectuer et ce dernier doit les compléter ou corriger dans les meilleurs délais. Dans un tel cas, l'entrepreneur n'a droit à aucune prolongation des délais contractuels.

14.8 DÉCOMPTÉ DÉFINITIF

Au plus tard quinze (15) jours après la réception définitive, l'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec un décompte définitif, dans la forme prescrite, indiquant le total des acomptes qui lui ont été versés et des sommes qui lui sont dues suivant les dispositions du contrat. Il doit joindre les pièces et documents que le représentant d'Hydro-Québec peut lui demander.

Sur réception de ces documents, Hydro-Québec procède à une vérification de l'ensemble des quantités de travaux réalisés et des acomptes versés dans le cadre des décomptes périodiques et informe l'entrepreneur de tout ajustement requis.

Hydro-Québec et l'entrepreneur doivent dresser la liste des demandes pour lesquelles, au jour de l'établissement du décompte définitif, aucun règlement n'est intervenu conformément à l'alinéa EXPOSÉ DÉTAILLÉ - DÉCISION D'HYDRO-QUÉBEC des clauses générales. Le formulaire « Quittance finale de l'entrepreneur ou du fournisseur - avec réserves » est utilisé à cette fin.

Trente (30) jours après la réception par Hydro-Québec du décompte définitif, ou si des ajustements sont requis trente (30) jours après la réception par Hydro-Québec du décompte définitif corrigé, celle-ci paie à l'entrepreneur le prix contractuel des travaux, déduction faite :

- . des acomptes versés lors des décomptes périodiques ; et
- . de la retenue de garantie et des retenues spéciales ; et
- . de toute dette de l'entrepreneur à l'égard d'Hydro-Québec.

14.9 DÉCLARATION DE PAIEMENT, QUITTANCES ET ATTESTATIONS DE CONFORMITÉ

Le plus tôt possible après avoir soumis le décompte définitif, l'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec :

- la déclaration de paiement, dans la forme prescrite par Hydro-Québec, attestant qu'il a complètement payé ses employés et ses sous-traitants et qu'il a complètement payé toutes les contributions obligatoires et déductions exigées par les lois; et

- une quittance finale et totale de l'entrepreneur, dans la forme prescrite par Hydro-Québec, ou

une quittance finale dans laquelle l'entrepreneur peut réserver ses droits seulement quant aux demandes pour lesquelles aucun règlement n'est intervenu conformément à l'alinéa EXPOSÉ DETAILLÉ - DÉCISION D'HYDRO-QUÉBEC des clauses générales; et

- une attestation d'employeur en règle émise à son égard par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

14.10 REMBOURSEMENT DES RETENUES

Hydro-Québec rembourse à l'entrepreneur la retenue de garantie et les retenues spéciales le cas échéant, diminuée(s) de toutes les sommes que l'entrepreneur pourrait devoir à Hydro-Québec pour quelque raison que ce soit, trente (30) jours après qu'elle ait reçu les documents énumérés à l'alinéa DÉCLARATION DE PAIEMENT, QUITTANCES ET ATTESTATIONS DE CONFORMITÉ.

14.11 COMPENSATION

Hydro-Québec peut, en tout temps, compenser toute dette de l'entrepreneur à son égard à même toute somme qu'elle peut lui devoir ou toute garantie qu'il lui a remise en vertu du contrat.

Référence fournisseur A.P. : 6200073983**Objet :**

CÔTE-NORD/ROMAINE 3 - Usine à béton - Fourniture, installation et exploitation de l'usine à béton (R3-02-04)

Fournisseur : _____**Adresse :** _____

Téléphone : _____ **Télécopieur :** _____**Courriel :** _____**Montant total de
la soumission** _____ \$

Tout prix soumis n'inclut pas la TPS et TVQ

Nombre d'addenda reçus : ____**Déclaration relative à l'absence de collusion dans l'établissement d'une soumission**

Nous soussigné(es) déclarons ne pas avoir agi, personnellement non plus que par l'entremise de nos employés, représentants ou mandataires, à l'encontre de la Loi fédérale sur la concurrence, L.R.C., 1985, ch. C-34, en participant au truquage de cette soumission notamment de l'une des façons suivantes : en concluant un accord ou un arrangement avec un concurrent relativement aux prix, aux méthodes, aux facteurs, aux formules pour établir les prix, aux détails liés à la qualité, la quantité, les spécifications, la livraison des biens ou des services ou en décidant de présenter ou de ne pas présenter une soumission ou en présentant une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel de propositions. De plus, nous n'avons pas agi, personnellement non plus que par l'entremise de nos employés, représentants ou mandataires, en contravention aux dispositions de la clause « Pratiques anticoncurrentielles ».

Nous soussigné(es), après avoir pris connaissance de la documentation reçue, avons rempli les espaces ci-dessus et ceux des pages suivantes conformément aux conditions indiquées, ce qui devient notre offre principale.

SIGNATAIRE AUTORISÉ :

Date :

signature

A / M / J

nom

titre

PROJET ROMAINE-3
Fabrication du béton incluant la fourniture du ciment
CONTRAT R3-02-04

BORDEREAU DE PRIX

Soumissionnaire :

Notes						
1. Pour chaque article, le soumissionnaire doit insérer le prix unitaire et le prix total dans les colonnes appropriées.						
2. Advenant une erreur de multiplication pour établir le chiffre de la colonne G (prix total), ce sont les chiffres des colonnes F (prix unitaire) et D (quantité approximative) qui prévalent.						
ART.	RÉF.	DESCRIPTION DES TRAVAUX	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	PRIX UNITAIRE \$	PRIX TOTAL \$
A	B	C	D	E	F	G
1	C.P.	Allocations et autres				
1.1	6.3.3	Mobilisation et démobilisation pour installations de chantier et usine à béton		Allocation		750 000 \$
1.2	6.3.3	Mobilisation et démobilisation de l'usine de tamisage en 2014		Allocation		50 000 \$
1.3	6.3.3	Mobilisation et démobilisation de l'usine de concassage en 2014		Allocation		100 000 \$
1.4	6.3.3	Mobilisation et démobilisation de l'usine de concassage en 2015		Allocation		100 000 \$
1.5	6.3.4	Mobilisation et démobilisation du laboratoire		Montant forfaitaire		
1.6	6.3.5	Retombées économiques régionales		Somme provisionnelle		760 000 \$
1.7	6.3.20	Construction de l'aire AE-02 et AE-08		Montant forfaitaire		
1.8	6.3.6	Entretien et exploitation des installations temporaires	164	sem.		
1.9	6.3.18	Système de relève électrique		Montant forfaitaire		
1.10	6.3.19	Opération du système	100	heure		
2		Fabrication et fourniture du béton frais				
2.1	6.3.7	Fabrication et fourniture du béton frais	75 000	m ³		
2.2	6.3.8	Main-d'œuvre selon l'horaire normal, fabrication et fourniture du béton frais (quart de jour)	164	sem.		
2.3	6.3.8	Main-d'œuvre selon l'horaire normal, fabrication et fourniture du béton frais (quart de nuit)	26	sem.		
2.4	6.3.9	Main-d'œuvre en temps supplémentaire pour la fabrication et fourniture du béton frais	500	heure		
2.5	6.3.10	Fourniture de ciment de type LH-HQ (20M)	23 000	t		
2.6	6.3.10	Fourniture du ciment de type GU	300	t		
2.7	6.3.11	Fourniture de glace	2 160	t		
2.8	6.3.12	Fourniture des adjuvants à béton supplémentaires sur demande d'Hydro-Québec		Somme provisionnelle		50 000 \$

PROJET ROMAINE-3
Fabrication du béton incluant la fourniture du ciment
CONTRAT R3-02-04

BORDEREAU DE PRIX

Soumissionnaire :

Notes	1. Pour chaque article, le soumissionnaire doit insérer le prix unitaire et le prix total dans les colonnes appropriées.					
	2. Advenant une erreur de multiplication pour établir le chiffre de la colonne G (prix total), ce sont les chiffres des colonnes F (prix unitaire) et D (quantité approximative) qui prévalent.					
ART.	RÉF.	DESCRIPTION DES TRAVAUX	QUANTITÉ APPROX.	UNITÉ	PRIX UNITAIRE \$	PRIX TOTAL \$
A	B	C	D	E	F	G
3		Fabrication et fourniture des granulats				
3.1	6.3.13	Granulats fins à béton	58 000	t		
3.2	6.3.14	Gros granulats à béton classe 40-20	36 000	t		
3.3	6.3.14	Gros granulats à béton classe 20-10	34 000	t		
3.4	6.3.14	Gros granulats à béton classe 10-5	18 000	t		
3.5	6.3.14	Gros granulats à béton classe 10-2,5	1 400	t		
3.6	6.3.15	Chauffage de l'eau de gâchage et des granulats	164	sem.		
4		Pierre concassée, pour des entrepreneurs clients				
4.1	6.3.16	Fourniture MG-20b	25 000	t		
4.2	6.3.16	Fourniture MG-56	25 000	t		
4.3	6.3.17	Chargement MG-20b	25 000	t		
4.4	6.3.17	Chargement MG-56	25 000	t		
PRIX TOTAL COMPARATIF DE LA SOUMISSION pour les articles de 1 à 4 ci-dessus Montant à reporter à la première page de la formule de soumission (excluant TPS et TVQ)						

PROJET ROMAINE-3

A/S 14455225

Fabrication du béton incluant la fourniture du ciment

CONTRAT R3-02-04

QUESTIONNAIRE

Lors de l'établissement du prix de la soumission, nous avons tenu compte de l'acompte du milieu du mois (Article 14.2.2 des Clauses générales - Particularités)

Oui ☐

Non ☐

Nous avons estimé le crédit associé à l'acompte du milieu du mois à :

_____ \$

PROJET ROMAINE-3
 Fabrication du béton incluant la fourniture du ciment
 CONTRAT R3-02-04

TABLEAU DE MAIN-D'OEUVRE

	avr-14	mai-14	juin-14	juil-14	août-14	sept-14
Jour						
Nuit						
Total						

	oct-14	nov-14	déc-14	janv-15	févr-15	mars-15
Jour						
Nuit						
Total						

	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15
Jour						
Nuit						
Total						

	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16
Jour						
Nuit						
Total						

	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16
Jour						
Nuit						
Total						

	oct-16	nov-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17
Jour						
Nuit						
Total						

	TOTAL
Jour	
Nuit	
Total	

Nous indiquons ci-dessus, pour chacun des mois prévus au contrat, notre estimation du nombre d'employés affectés au chantier en tenant compte des sorties périodiques, incluant le personnel de nos sous-traitants, s'il y a lieu.

Nous indiquons également entre parenthèses, pour chacun de ces mois, le nombre de personnes cadre affectés au chantier qui ne sont pas déjà incluses dans nos estimations mensuelles.

Soumissionnaire :

PROJET ROMAINE-3
 Fabrication du béton incluant la fourniture du ciment
 CONTRAT R3-02-04

TABLEAU DE MAIN-D'OEUVRE

	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17
Jour				
Nuit				
Total				

	TOTAL
Jour	
Nuit	
Total	

Nous indiquons ci-dessus, pour chacun des mois prévus au contrat, notre estimation du nombre d'employés affectés au chantier en tenant compte des sorties périodiques, incluant le personnel de nos sous-traitants, s'il y a lieu.

Nous indiquons également entre parenthèses, pour chacun de ces mois, le nombre de personnes cadre affectés au chantier qui ne sont pas déjà incluses dans nos estimations mensuelles.

Soumissionnaire :

PROJET ROMAINE-3

Fabrication du béton incluant la fourniture du ciment

CONTRAT R3-02-04

ÉCHÉANCIER DES ACOMPTES

Soumissionnaire : _____

avr-14	mai-14	juin-14	juil-14	août-14	sept-14

oct-14	nov-14	déc-14	janv-15	févr-15	mars-15

avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15

oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16

avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16

oct-16	nov-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17

avr-17	mai-17	juin-17	juil-17

TOTAL

Nous indiquons ci-dessus, pour la durée du contrat, notre estimation des demandes mensuelles d'acomptes sur le prix contractuel que nous comptons présenter à Hydro-Québec dans le cadre des décomptes périodiques. **Notre estimation du montant de chacune des acomptes excluent les taxes (TPS et TVQ).**

Le tableau ci-dessus est présenté dans l'unique but d'aider Hydro-Québec dans l'établissement de ses estimations budgétaires.

PROJET ROMAINE-3

Fourniture, installation et exploitation de l'usine à béton

R3-02-04

GRAPHIQUE DE LA DEMANDE EN ÉLECTRICITÉ

Référence : Article 5.3.4 des clauses particulières

Soumissionnaire : _____

PUISSANCE	2014												2015											
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
0,50 MVA																								
0,38 MVA																								
0,25 MVA																								
0,13 MVA																								
0 MVA																								

PROJET ROMAINE-3

Fourniture, installation et exploitation de l'usine à béton

R3-02-04

GRAPHIQUE DE LA DEMANDE EN ÉLECTRICITÉ

Référence : Article 5.3.4 des clauses particulières

Soumissionnaire : _____

PUISSANCE	2016												2017											
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
0,50 MVA																								
0,38 MVA																								
0,25 MVA																								
0,13 MVA																								
0 MVA																								

QUESTIONNAIRE TECHNIQUE

A) Usine à béton

1. Décrire l'usine à béton proposée en énumérant chacune de ses composantes et leur agencement (ajouter des pages si requis).

2. Pour chacune des composantes de l'usine, spécifier s'il est neuf ou reconditionné. S'il est reconditionné, indiquer son année de fabrication et en quelle année il a été reconditionné.

-

-
-
-
-

-

-

- [illegible]

- 8.** Décrire le système de pesée de l'usine à béton en précisant notamment le nombre de balances et leur localisation.

- 9.** Quel est le nombre et la capacité de chacun des silos à ciment ?

- 10.** Quel est le nombre et la capacité de chacune des bennes de réserve pour les granulats ?

- 11.** Quel est le type d'alimentation des bennes de réserve de granulats ?

12. Quelle est la capacité de production de l'usine à glace et quelle est sa capacité de stockage de la glace ?

13. Décrire le système de transfert de la glace entre l'usine à glace et l'usine à béton de même que le système de mesure de la quantité de glace incorporée au béton en cours de fabrication ?

14. Quel type de chauffage est utilisé pour le chauffage des granulats et quelle est la puissance du système ?

15. Quel est le volume de la pile de réserve chauffée de chaque type de granulat ?

- 16.** Quel type de chauffage est utilisé pour le chauffage de l'eau de gâchage et quelle est sa puissance ?

B) Fabrication des granulats

- 17.** Quelles sont les dimensions maximales et le poids des plus grosses pièces à transporter ?

- 18.** Si le chauffage est au mazout, quelle sera la capacité du réservoir (litres ?)

- 19.** Est-ce que l'usine de pompage de l'eau de gâchage sera équipée d'un système de filtration pour éliminer les particules fines en suspension ?

- 20.** Quelle est la surface requise pour l'installation de la centrale et des structures connexes (bureau, laboratoire, usine de concassage, tamisage) ?

21. Décrire le système de concassage et de tamisage qui sera utilisé pour la production des granulats, notamment le nombre et le type de concasseurs et leur capacité de production (ajouter des pages si requis).

22. Quelle est la grosseur maximale des blocs qui peuvent être concassés par le concasseur primaire ?

23. Décrire le système de tamisage qui sera utilisé pour la production des granulats fins et sa capacité de production (ajouter des pages si requis).

USINE DE BÉTON

LISTE DES PIÈCES DE RECHANGE QUI SERONT DISPONIBLES AU CHANTIER

No	Description	Quantité
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		

	Description	Quantité
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		
26		
27		
28		
29		
30		
31		
32		
33		
34		

Au besoin, ajouter des pages

COMPTE RENDU DE QUALIFICATIONS

A. Liste de contrats en cours de réalisation par notre entreprise.

1. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

2. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

3. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

4. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

5. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

B. Liste des contrats similaires que notre entreprise a réalisés au cours des cinq dernières années.

1. Description : _____

Valeur (\$) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

2. Description : _____

Valeur (\$) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

3. Description : _____

Valeur (\$) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

4. Description : _____

Valeur (\$) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

5. Description : _____

Valeur (\$) : _____

Propriétaire (nom): _____

Adresse: _____

C. Liste du personnel de maîtrise que nous entendons affecter à l'exécution des travaux donnant son expérience et sa compétence en la matière.

1. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

2. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

3. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

4. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

5. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

D. Description sommaire des dispositions que nous entendons prendre au chantier afin de garantir la sécurité, l'hygiène et le bien-être de nos salariés (organisation et personnel).

E. Nos références bancaires.

F. Liste de l'outillage que nous avons l'intention d'utiliser pour réaliser les travaux.

1. Description: _____ Quantité: _____

Genre d'unité (Modèle, dimensions, capacité): _____

H.P.: _____ Année de fabrication: _____ Année d'achat: _____

Valeur unitaire à l'achat: _____

État à l'achat: _____

État actuel: _____

2. Description: _____ Quantité: _____

Genre d'unité (Modèle, dimensions, capacité): _____

H.P.: _____ Année de fabrication: _____ Année d'achat: _____

Valeur unitaire à l'achat: _____

État à l'achat: _____

État actuel: _____

3. Description: _____ Quantité: _____

Genre d'unité (Modèle, dimensions, capacité): _____

H.P.: _____ Année de fabrication: _____ Année d'achat: _____

Valeur unitaire à l'achat: _____

État à l'achat: _____

État actuel: _____

4. Description: _____ Quantité: _____

Genre d'unité (Modèle, dimensions, capacité): _____

H.P.: _____ Année de fabrication: _____ Année d'achat: _____

Valeur unitaire à l'achat: _____

État à l'achat: _____

État actuel: _____

G. Description détaillée des installations de chantier proposées

SOUS-TRAITANCE

Nous vous transmettons la liste des sous-traitants auxquels nous avons l'intention d'attribuer des contrats et fournissons en pages suivantes un COMPTE RENDU DE QUALIFICATIONS pour chacun d'eux.

Liste des sous-traitants

1. Nom : _____

Adresse : _____

Objet du contrat : _____

Valeur estimé : _____

2. Nom : _____

Adresse : _____

Objet du contrat : _____

Valeur estimé : _____

3. Nom : _____

Adresse : _____

Objet du contrat : _____

Valeur estimé : _____

4. Nom : _____

Adresse : _____

Objet du contrat : _____

Valeur estimé : _____

COMPTE RENDU DE QUALIFICATIONS DU SOUS-TRAITANT AUQUEL NOUS AVONS L'INTENTION D'ATTRIBUER UN CONTRAT

Nom du sous-traitant: _____

A. Liste de contrats en cours de réalisation:

1. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%): _____

Donneur d'ouvrage (nom): _____

Adresse: _____

2. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%): _____

Donneur d'ouvrage (nom): _____

Adresse: _____

3. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%): _____

Donneur d'ouvrage (nom): _____

Adresse: _____

4. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%): _____

Donneur d'ouvrage (nom): _____

Adresse: _____

5. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Donneur d'ouvrage (nom) : _____

Adresse: _____

B. Liste des contrats que le sous-traitant a réalisés au cours des cinq dernières années.

1. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Donneur d'ouvrage (nom) : _____

Adresse: _____

2. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Donneur d'ouvrage (nom) : _____

Adresse: _____

3. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Donneur d'ouvrage (nom) : _____

Adresse: _____

4. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Donneur d'ouvrage (nom) : _____

Adresse: _____

5. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Donneur d'ouvrage (nom) : _____

Adresse : _____

6. Description : _____

Valeur (\$) : _____ Réalisé (%) : _____

Donneur d'ouvrage (nom) : _____

Adresse : _____

C. Liste du personnel de maîtrise que le sous-traitant entend affecter à l'exécution des travaux, donnant son expérience et sa compétence en la matière.

1. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

2. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

3. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

4. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

5. Nom : _____

Poste : _____

Années d'expérience : _____

D. Description sommaire des dispositions que le sous-traitant entend prendre afin de garantir la sécurité, l'hygiène les salaires et le bien-être de ses employés, etc. (organisation et personnel).

E. Références bancaires du sous-traitant (nom et adresse).

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS À FOURNIR AVEC LA SOUMISSION

- 1) Procuration des signataires de la soumission (dans le cas d'une société ou coentreprise seulement).
- 2) La garantie de soumission sous forme de cautionnement accepté par Hydro-Québec (si requis à l'Avis aux intéressés à soumissionner.)
- 3) Commission de la Santé et de la Sécurité au travail - CSST (3.1. ou 3.2.)
 - 3.1. CSST no. d'inscription: _____
et, si requis à l'article "Caractères des prix" des RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS AUX INTÉRESSÉS À SOUMISSIONNER - PARTICULARITÉS, la lettre de la CSST précisant le ou les taux de cotisation personnalisés applicables.
 - 3.2. Lettre de la CSST attestant que le soumissionnaire n'a pas à être inscrit.
- 4) Photocopie de la licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec.

Déclaration relative à la Loi sur le bâtiment, L.R.Q., c. B-1.1 et à la Loi sur les contrats des organismes publics, L.R.Q., c. C-65.1

Nous déclarons qu'en date du dépôt de notre soumission :

- i) Il n'existe aucune restriction, suspension ou annulation affectant la licence d'entrepreneur émise par la Régie du bâtiment que nous détenons, et que nous ne sommes visés par aucune interdiction d'exécuter un contrat avec Hydro-Québec en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* et,
- ii) Il n'existe aucune cause ni motif actuel ou appréhendé permettant de craindre que ladite licence d'entrepreneur pourrait faire l'objet d'une telle restriction, suspension ou annulation durant l'exécution du contrat en vertu de la *Loi sur le bâtiment*, ou d'interdiction d'exécuter ou de poursuivre l'exécution d'un contrat avec Hydro-Québec en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

- 5) Commission de la construction du Québec - CCQ (5.1. ou 5.2.)
 - 5.1. CCQ, no d'inscription: _____
 - 5.2. Le soumissionnaire déclare solennellement qu'il n'agit pas comme "employeur".

Signature: _____

- 6) Assurance qualité, norme ISO 9001:2008 (si requis à l'Avis aux intéressés à soumissionner.)
 - 6.1. À la date d'ouverture des soumissions, **nous déclarons solennellement détenir un ou des certificat(s) d'enregistrement valide(s) et conforme(s) à la norme internationale ISO 9001:2008** (système de gestion de la qualité), émis par un registraire dûment accrédité et dont la portée couvre l'ensemble des activités du contrat, ou détenir l'attestation du registraire confirmant l'enregistrement.
Nous nous engageons à le(s) maintenir en vigueur jusqu'à la fin du contrat et à prévenir Hydro-Québec de tout changement au(x) statut(s) d'enregistrement.
N.B. : Sur demande, l'attributaire devra fournir à Hydro-Québec une preuve de sa certification.
 - 6.2. L'organigramme du personnel affecté au chantier est requis si la gestion de la qualité est réalisée par l'attributaire.

7) Photocopie du certificat de membre de l'Association des maîtres couvreurs du Québec - AMCQ. (Si requis à l'avis aux intéressés à soumissionner)

8) Selon les clauses indiquées aux Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner - particularités, si requis:

a) Copie de l'attestation de Revenu Québec (ARQ)

b) Copie du formulaire Absence d'établissement au Québec

ATTENTION : l'attestation de revenu Québec (ARQ) ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date et heure limites fixées pour la réception des soumissions ni après ces date et heure.

CONNAISSANCE DU DOCUMENT D'APPEL DE SOUMISSIONS

Nous certifions avoir pris connaissance de toutes les sections du document d'appel de soumissions énumérées à la Table générale des matières, dont les sections:

- Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner - Généralités;
- Clauses générales.

Nous reconnaissons que les sections ci-haut décrites font partie intégrante du document d'appel de soumissions.